

Unité départementale du Bas-Rhin
Équipe Sud
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 14/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SAFETY KLEEN FRANCE

65 AVE JEAN MERMOZ
93120 La Courneuve

Code AIOT : 0006701590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2023 dans l'établissement SAFETY KLEEN FRANCE implanté Z.A du Hairy 10 route de Strasbourg 67230 Huttenheim. L'inspection a été annoncée le 05/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFETY KLEEN FRANCE
- Z.A du Hairy 10 route de Strasbourg 67230 Huttenheim
- Code AIOT : 0006701590
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société exploite une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la mise en oeuvre des Meilleures techniques disponibles (MTD)
- le suivi des eaux souterraines : étude hydrogéologique et implantation de piézomètres.
- Le confinement des eaux incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	systeme de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2.I	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
2	émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 VI d	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 VI h	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	réduction débordement et fuites	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.VII f	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	surveillance des eaux souterraines	Arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2018, article Article 8.1.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	confinement eaux incendie	Arrêté de Mise en Demeure du 03/06/2021, article 1	/	Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le confinement des eaux incendie a été mis en place. La mise en demeure du 03/06/21 est respectée et l'arrêté d'astreinte du 6 mai 2022 peut être levé.

Les points de contrôles portant sur la mise en place des meilleures techniques disponibles et sur la surveillance des eaux souterraines sont tous non conformes. Aussi, il est dressé procès verbal et il est proposé une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : systeme de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2.I
Thème(s) : Risques chroniques, IED

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments demandés à l'annexe 2 I de l'arrêté du 17/12/19
Constats : L'exploitant déclare avoir mis en place certaines procédures relatives au système de management environnemental ainsi que des indicateurs : politique QSE, objectifs et indicateurs, procédures de gestion des déchets, exercices d'urgence, ... Toutes les procédures ne sont pas formalisées et ne sont pas rassemblés sous forme d'un SME. L'exploitant projette d'obtenir la certification ISO14 001 en 2024. Cette certification permettra d'attester de la conformité à la mise en place d'un SME. Ceci constitue une non conformité aux dispositions de l'annexe 2.1 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 VI d
Thème(s) : Risques chroniques, confinement, collecte et traitement des émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles citées ci-dessous : cela inclut des techniques telles que : - le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses par exemple) ; - le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés - la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions.
Constats : Les mesures de réduction des émissions atmosphériques ne sont pas en place. L'exploitant déclare être à la recherche d'un prestataire pour mettre en place soit une hotte aspirante soit un mur aspirant avec captation des vapeurs sur l'aire de dépotage des fûts, soit les deux. Il dispose de 2 devis à coûts variables selon 2 options : <ul style="list-style-type: none"> • Option 1 l'exploitant achète les équipements et fait l'installation lui même, • Option 2 l'exploitant achète l'installation clé en main. Selon l'exploitant la mise en place sera effective courant 2023. Ceci constitue une non conformité à l'annexe 3VI d de l'arrêté ministériel du 17/12/19
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 VI h
Thème(s) : Risques chroniques, programme de détection et réprartion des fuites LDAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque des émissions de composés organiques sont prévisibles, un programme LDAR est établi et appliqué, selon une approche proportionnée aux risques, tenant compte en particulier de la conception de l'unité ainsi que de la quantité et de la nature des composés organiques concernés
Constats : L'exploitant déclare avoir acheté un analyseur portatif et effectué une mesure par an. Aucune traçabilité des mesures n'est effectuée et le programme n'est pas établi. Ceci constitue une non conformité à l'annexe VI h de l'arrêté ministériel du 17/12/19
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : réduction de la probabilité de débordement et fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.VII f
Thème(s) : Risques chroniques, réduction de la probabilité dedébordement et fuites de cuves
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les cuves et conteneurs contenant des déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont munis : - de détecteurs de niveau
Constats : Les cuves de lessiviels sont équipées de détecteurs de niveaux. Les cuves de solvants ne sont pas équipées de détecteurs de niveaux. L'exploitant dispose d'un devis pour les équipements mais n'a pas encore décidé qui va faire les travaux (prestataire ou exploitant en interne) . Ceci constitue une non conformité aux dispositions de l'annexe 3. VII f de l'arrêté du 17/12/2019
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2018, article Article 8.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, étude hydrogéologique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant implante en aval de ses installations, un réseau de points de surveillance (piézomètres) des eaux souterraines, dont le nombre et la localisation sont déterminés à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique qui définit le sens d'écoulement local des eaux souterraines et les vitesses d'écoulement au droit du site. Les paramètres de suivi des principales substances sont déterminés au vu des conclusions de l'étude. Le niveau piézométrique des points de contrôle est relevé lors des prélèvements. Un état initial de la qualité de la nappe au droit du site est effectué systématiquement avant la

définition des paramètres de suivi.
Une surveillance triennale est ensuite réalisée.
<p>Constats : L'exploitant a réalisé l'étude hydrogéologique qui définit l'implantation des piézomètres.</p> <p>Or, cette étude n'a pas été transmise à l'inspection et l'implantation des piézomètres n'est pas réalisée.</p> <p>Ceci constitue une non conformité aux dispositions de l'article 8.1.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2018.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 03/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SAFETY-KLEEN France dont les installations sont situées zone d'activités du Hairy, 10 route de Strasbourg à Huttenheim (67230), est mise en demeure de respecter, dans les délais ci-dessous, à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions reprises ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans un délai de 8 mois : <p>Article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2018 :</p> <p>« [...] Le volume nécessaire au confinement sur le site des eaux polluées en cas d'accident ou d'incendie, y compris les eaux d'extinction, est au minimum de 170 m³ [...] ».</p>
<p>Constats : L'exploitant a été mis en demeure de mettre en place le confinement des eaux incendie par arrêté du 6 juin 2021. Une visite du 30 mars 2022 avait constaté le non respect de cette mise en demeure et avait également conduit à un arrêté rendant l'exploitant redevable d'une astreinte journalière à compter du 1er juin 2022.</p> <p>Le jour de la visite, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bassin de confinement des eaux incendie est en place. Les eaux de ruissellement passent par un séparateur hydrocarbures. - une vanne de barrage est fermée en permanence et permet de confiner les eaux . <p>La mise en demeure du 03 juin 2021 est ainsi respectée et l'arrêté du 6 mai 2022 rendant redevable d'une astreinte administrative n'a plus d'effet.</p>
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le plan des réseaux mis à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte, levée de mise en demeure
